

# Le combat d'une Tunisienne pour la protection de son mari

TUNISIE Radhia Nasraoui craint pour la vie de Hama Hammami, homme politique de la gauche radicale

Depuis le 11 juillet, Radhia Nasraoui, 64 ans, fait la grève de la faim à Tunis. Ce n'est pas la première fois que cette passionnée des droits de l'homme, avocate de son état, recourt à ce procédé dur et exigeant. Et, une fois de plus, c'est pour défendre son mari, le charismatique homme politique Hama Hammami. Celui-ci a en effet été privé il y a quelques semaines de la protection policière rapprochée dont il disposait depuis 2013.

Bête noire de feu le régime despotique de Ben Ali défenestré en 2011 à l'occasion du premier « printemps arabe », Hama Hammami est le porte-parole du Front populaire, coalition de la gauche radicale tunisienne. À ce titre, il ne compte plus ses ennemis, que cela soit les partis au pouvoir (dont Nidaa Tounès, fourre-tout politique, et Ennahda, les islamistes « modérés ») ou les djihadistes qui ont juré d'avoir sa peau. Au moins trois alertes au complot en vue de l'assassiner ont été lancées ces dernières années par les services compétents.

C'est le premier président de la Tunisie démocratique, Moncef Marzouki, pourtant un clair rival politique de Hammami, qui lui avait imposé une protection rapprochée permanente

confiée à la garde présidentielle, un corps d'élite. On était en 2013 et deux assassinats politiques avaient plongé la Tunisie dans la tourmente. Chokri Belaid et Mohamed Brahmi, deux membres éminents du Front populaire en avaient été les victimes (des affaires judiciaires jamais clôturées...).

En juin dernier, les autorités ont fait savoir à Hama Hammami qu'il ne disposerait dorénavant plus de la garde rapprochée permanente de la part de la garde présidentielle, mais seulement d'une protection policière ponctuelle assurée à la demande par le ministère de l'Intérieur. Pour les proches du dirigeant politique, cette dégradation de la protection inexplicquée et inquiétante ne peut avoir été prise qu'au sommet de l'État, c'est-à-dire par le président Béji Caïd Essebsi, dit « BCE », qui fait partie des cibles politiques favorites de Hama Hammami.

À 91 ans, BCE fait figure de patriarche - voire d'ancêtre pour les mauvaises langues - de la politique tunisienne, lui qui fut plusieurs fois ministre... sous la dictature Bourguiba (1956-1987). Il se dit que, dans son palais de Carthage, il maudit les appels à la démission et pour des élections anticipées lancés par l'in-fatigable Hammami. De là à le « punir »

par une diminution de sa protection ?

L'intéressé eût pourtant préféré ne pas devoir vivre sous protection, lui qui avait parfois vécu des années dans la clandestinité sous l'ère Ben Ali. « Vous savez, était-il cité le 19 juillet par le site *businessnews.com*, ce n'est pas une vie d'être menacé dans son intégrité physique de façon aussi perpétuelle. Avoir avec soi une garde rapprochée est semblable à une assignation à résidence. On me place sous protection car je suis menacé, il ne s'agit pas d'un caprice comme on veut bien le faire croire dans certains médias et sur les réseaux sociaux. »

**Le président Moncef Marzouki, pourtant un rival politique de Hammami, lui avait imposé une protection rapprochée en 2013**

Sa femme Radhia Nasraoui a envoyé quatre courriers à la présidence de la République pour poser la question de savoir si les menaces contre Hama étaient devenues moins importantes qu'auparavant. Elle n'a jamais reçu de réponses et a réagi à sa manière : en entamant une grève de la faim, « jusqu'à la mort s'il le faut ». Elle en était à son 26<sup>e</sup> jour ce dimanche. ■

BAUDOIN LOOS